

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRETAIRE
D'ETAT AUX
AFFAIRES
EXTERIEURES



85/62

Déclaration du
Très honorable Joe Clark,
secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures,
à l'occasion de la
Semaine du désarmement

Le 24 octobre 1985

Alors que s'engage la Semaine du désarmement des Nations Unies, nous trouvons de par le monde des raisons nouvelles d'espérer. À Genève, les États-Unis et l'Union soviétique ont repris leurs négociations bilatérales sur les armements nucléaires et spatiaux. Le mois prochain, le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev se rencontreront pour la première fois lors d'une réunion au sommet. La Troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, qui vise à empêcher la prolifération des armes nucléaires, s'est achevée sur une note constructive en septembre quand les membres ont adopté le Document final par consensus. Cet heureux aboutissement a montré qu'il était possible de retirer des résultats positifs du processus multilatéral de négociations, lorsque les participants sont mus par un désir véritable de collaborer.

Voilà tous des développements positifs. Pourtant, on ne peut nier qu'il subsiste des obstacles réels au progrès. Ainsi, il nous sera difficile de parvenir à une sécurité mondiale plus grande à des niveaux d'armements, tant nucléaires que classiques, moins élevés. Pour sa part, le gouvernement canadien a cherché à revitaliser le processus de négociation afin de raffermir la paix et la sécurité dans le monde. Nous avons établi notre propre Programme d'action pour la deuxième moitié de la Seconde Décennie du désarmement. En outre, même si nous comptons concentrer nos ressources diplomatiques et techniques sur la recherche de solutions pratiques à des problèmes de négociation spécifiques, tout particulièrement ce qui concerne la vérification des accords, nous entendons aussi parallèlement user plus fréquemment de nos voies de communication au niveau politique à l'appui de négociations positives et sérieuses.

Notre objectif à cet égard est clair. Nous voulons éliminer les risques de guerre à l'ère du nucléaire. Nous voulons en somme aider à assurer la survie de l'humanité.

Au Canada, le gouvernement cherchera à sensibiliser le public, notamment au moyen du Fonds du désarmement. Grâce au Fonds, qui est doté d'un budget de plus de 700 000 \$ cette année, nous encourageons les organisations non gouvernementales et les particuliers intéressés à discuter de la question, ainsi qu'à faire des recherches et à diffuser de l'information sur le sujet. Le Groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements, qui se réunit périodiquement avec l'ambassadeur au désarmement, M. Douglas Roche, et avec des officiels du gouvernement, est devenu une importante tribune pour l'échange d'opinions. Il tiendra sa deuxième réunion de l'année du 31 octobre au 2 novembre, à Ottawa. Enfin, le Bulletin du désarmement sera un important véhicule d'information au Canada.

Sur le plan international, le Canada soutiendra à nouveau cette année les objectifs de la Campagne mondiale du désarmement des Nations Unies au moyen d'une contribution de 100 000 \$. Il a fait deux contributions du même ordre par le passé.

À la veille de l'Année internationale de la paix, que proclamera l'Organisation des Nations Unies le 24 octobre, le Gouvernement a renouvelé son engagement vis-à-vis du contrôle des armements et du désarmement. Il continuera d'accorder une très haute priorité à ce dossier.